



Le miroir de Damas. Syrie, notre histoire
Jean-Pierre Filiu

Paris, La Découverte, 2017, 240 pages

Syrie : une guerre pour rien
Frédéric Pichon

Paris, éditions du Cerf, 2017, 192 pages

Syrie : en finir avec une guerre sans fin
Michel Duclos

Paris, Institut Montaigne, 2017, 58 pages

La tragédie syrienne, qui entame sa huitième année, continue de nourrir un débat interne parfois vif. À ceux qui apportent leur soutien aux « rebelles » et réclament le départ de Bachar Al-Assad, qualifié de criminel de guerre, s'opposent ceux qui estiment que les pays occidentaux, par impuissance ou naïveté, ont contribué à répandre le chaos dans un Moyen-Orient dont la stabilité avait déjà été affectée par l'intervention américaine de 2003 en Irak.

Ces deux livres, *Le Miroir de Damas* et *Syrie : une guerre pour rien*, écrits par deux auteurs qui connaissent bien ce pays pour y avoir vécu, participent à ce débat et proposent deux lectures diamétralement opposées de la situation, de ses déterminants profonds, comme du jeu des acteurs de ce drame. Comment en est-on arrivé là ? Qui est responsable de cette « guerre pour rien » ? Autant de questions auxquelles Jean-Pierre Filiu et Frédéric Pichon essaient de répondre à partir d'approches totalement divergentes.

Jean-Pierre Filiu a toujours exprimé une forte sympathie à l'égard des rebelles syriens, comme en témoignent son ouvrage récent *Je vous écris d'Alep* (Denoël, 2013) ou son blog *Un si proche Orient*. Il situe cette fois-ci son propos dans une perspective résolument historique, en soulignant que l'histoire de la Syrie est également, pour reprendre le sous-titre du livre, « notre histoire ». « N'oublions jamais », écrit-il à la dernière ligne de son livre, « qu'un peu de notre destin, à nous ici, se joue chez eux, là-bas ». En effet, l'Europe, et plus encore la France, se sont trouvées impliquées dans l'histoire de ces « espaces de Syrie... saturés d'une histoire complexe » et souvent violente. Les croisades, le régime des Capitulations mis en place dès le xvi^e siècle, la protection des chrétiens d'Orient, l'intervention française de 1860 à la suite des massacres de chrétiens, le rôle de la France dans le dépeçage de l'Empire ottoman et son mandat sur le Liban et la Syrie, une politique active d'intervention depuis le début de la V^e République : tout montre que l'histoire de la Syrie est une partie de notre histoire. Cela signifie-t-il que nous avons une part de responsabilité dans la tragédie syrienne d'aujourd'hui ? Filiu n'est pas loin de le penser. Après avoir évoqué la façon quelque peu chaotique dont a été exercé le mandat, il ajoute : « Comment ne pas trouver dans ce triste feuilleton mandataire les échos de la conflagration actuelle ? »

À cet égard, l'auteur évoque l'évolution de la politique française, soulignant à juste titre ses variations et ses contradictions. La « guerre des ombres » menée par Hafez Al-Assad contre François Mitterrand va de l'assassinat de l'ambassadeur de France au Liban à l'attentat contre le Drakkar, où périssent en 1983 58 soldats français, et se termine par la visite du président français à Damas en 1984 – pour tourner la page. Jacques Chirac, sur le conseil de Rafic Hariri, développe des liens personnels avec Hafez Al-Assad, aux obsèques duquel il sera le seul chef d'État occidental à se rendre. Il reçoit les dividendes de ce rapprochement lors de l'opération « Raisins de la colère », qui aboutit, grâce à l'appui du président syrien, à la mise en place d'un comité de surveillance co-présidé par la France et les États-Unis, comité permettant de protéger la souveraineté libanaise contre les incursions d'Israël. Sa prévenance à l'égard de Bachar Al-Assad qu'il voit comme un réformateur est pourtant rapidement déçue : après l'assassinat de Rafic Hariri, Jacques Chirac bascule dans un affrontement déterminé avec le régime. Quant au président Sarkozy, il passe, comme à son habitude, d'un excès à l'autre, invitant Bachar Al-Assad à Paris le 14 juillet 2008 pour participer au lancement de l'Union pour la Méditerranée, le recevant chaleureusement en décembre 2010 à Paris, avant d'exiger quelques semaines plus tard le départ d'un chef d'État qui « tire contre son peuple ».

En fait, le livre de Jean-Pierre Filiu confirme que la Syrie, le pays de Cham qui s'étend du Taurus au Sinaï, a été au cours des siècles un espace de violences continues, comme l'irruption des croisés, la dévastation de Damas et le pillage d'Alep par Tamerlan en 1401, ou le bombardement de Damas par les troupes françaises en 1925. Il note que des événements récents peuvent trouver de troublantes analogies dans un passé parfois lointain. Il juge ainsi que la présidence d'Hafez Al-Assad est tout aussi « implacable que le califat de Moawiyya », fondateur de la dynastie des Omeyyades. Quant à l'utilisation de la faim comme arme de guerre, il rappelle le précédent ottoman de 1915 envers les Arméniens.

Pour sa part, Frédéric Pichon donne une analyse sans complaisance de la situation de la Syrie d'aujourd'hui, et une critique de la position des pays occidentaux, et donc de la France. Il relève la capacité de résilience du régime, manifestement sous-estimée, ce dernier continuant à bénéficier non seulement de l'appui des minorités alaouite, druze et chrétienne mais également de celui d'une partie de la bourgeoisie sunnite intégrée au pouvoir. Pour l'auteur, « le système en vigueur à Damas cumule le double héritage historique du clientélisme clanique et des méthodes soviétiques ». Il note également que « la brutalité de la répression, les méthodes d'infiltration, le retournement des adversaires, la torture et la propagande grossière sont encore là », et contribuent au succès sur le terrain, notamment à Alep. Le régime est certes affaibli, mais il tient une « Syrie utile », qui représente le tiers du territoire mais les deux tiers de la population, où la vie quotidienne se déroule selon une certaine normalité. L'affaiblissement est pourtant celui du baasisme, et du régime lui-même, qui doit désormais composer avec « un entrepreneuriat milicien », et la présence de plus en plus encombrante de la Russie et de l'Iran.

La détermination russe et iranienne à défendre le régime a été à l'évidence également sous-estimée. Dès 2011, l'appui russe est à la fois économique – approvisionnement en produits pétroliers raffinés – et politique – véto systématiques

à des projets de résolution déposés auprès du Conseil de sécurité. Il prend une nouvelle dimension en septembre 2015, avec des frappes aériennes de forte densité. Pour Frédéric Pichon, « la cohérence et l'efficacité de l'appui russe [...] apparaissent à juste titre comme remarquables ». L'Iran, pour sa part, s'est engagé à la fois indirectement, par le Hezbollah et des milices chiites composées de combattants irakiens et afghans, et de plus en plus directement à travers la force Al-Qods, des Gardiens de la Révolution. Son chef, le général Qassem Soleimani, est devenu un véritable proconsul qui pèse sur la politique intérieure syrienne. Ces appuis ont été déterminants pour éviter la chute du régime en 2015, et pour entamer la reconquête des zones d'opposition modérée, notamment la reprise d'Alep. Face à cette détermination, l'auteur ne peut que constater la pusillanimité des pays occidentaux, et leur échec à aider efficacement une opposition divisée et de plus en plus radicalisée.

Frédéric Pichon est particulièrement critique de la politique, ou plutôt de « l'irreal-politik », suivie par la France d'abord avec Nicolas Sarkozy puis François Hollande, et du « naufrage de la diplomatie française ». Il y voit l'effet de l'influence des « néoconservateurs » français, qui entretiennent des liens étroits avec les *think tanks* américains, et dont le paradigme se situe, selon lui, entre « brutalité guerrière et posture humanitaire, de relativisme et d'essentialisme tout à la fois ». Il ajoute : « La dernière décennie a illustré l'épuisement de la prophétie occidentaliste : ses valeurs ont définitivement sombré dans les montagnes afghanes et les déserts irakiens. » D'une façon plus générale, il estime que le conflit syrien est le révélateur des « basculements inédits de l'ordre international [...] Se joue aussi sur le théâtre syrien la progressive paralysie de l'Occident entravé dans ses actes mais aussi ses mots, donnant la pénible impression d'un monde qui lui échappe ». De fait, son livre élargit le propos à des considérations sur l'islam, sur la réaction de l'Occident face au terrorisme, et le sort des chrétiens d'Orient.

La lecture de ces deux ouvrages permet de mieux comprendre les enjeux et les termes d'un débat qui n'est pas près de se clore. Au Moyen-Orient rien n'est simple, et ces deux livres tentent d'en décrypter la complexité.

Celle-ci est bien mise en lumière dans l'étude très complète intitulée « Syrie : en finir avec une guerre sans fin » rédigée par Michel Duclos, ancien ambassadeur en Syrie, et que vient de publier l'Institut Mouton. Cette étude, qui se présente comme une défense et illustration de la politique française menée depuis 2011, évoque successivement « les leçons de la crise syrienne », « la nature du régime », « fin de partie ou guerre sans fin », avant de proposer six orientations pour contribuer à résoudre le conflit. Au nombre de celles-ci, figurent notamment l'absolue nécessité d'instaurer un cessez-le-feu, la nécessaire intensification du dialogue stratégique avec la Russie, la constitution d'une force de stabilisation issue de la rébellion arabe sunnite, la refonte du processus de transition. L'auteur ne dissimule pas la difficulté de l'exercice, compte tenu du rapport de forces actuel.

De fait, la tragédie syrienne n'est pas seulement une guerre entre « l'opposition modérée » et le régime. Cette guerre, au départ civile, est devenue un conflit régional voire international aux conséquences considérables, impliquant un

grand nombre d'acteurs. Des affrontements nouveaux s'y sont développés : entre l'opposition et les groupes djihadistes, entre l'EI et l'émanation syrienne d'Al-Qaïda, entre la Turquie et les Kurdes syriens contrôlés par le PKK, entre les États-Unis et l'Iran, voire entre les États-Unis et la Russie.

Ces contributions nourriront opportunément le débat à un moment où une nette inflexion est apportée par le président Macron à la politique française dans cette zone sensible.

Denis Bauchard
Conseiller à l'Ifri pour le Moyen-Orient

RELATIONS INTERNATIONALES

HOW STATESMEN THINK. THE PSYCHOLOGY OF INTERNATIONAL POLITICS

Robert Jervis

Princeton, Princeton University Press, 2017, 304 pages

Robert Jervis, auteur du magistral *Perception and Misperception in International Politics* (Princeton University Press, 1976), nous propose un recueil de textes publiés entre 1982 et 2010 dans des revues scientifiques ou des ouvrages collectifs. Certaines contributions ont été actualisées. C'est le cas notamment de celle traitant de la théorie des dominos (chapitre 11), qui s'est délestée de passages consacrés aux postures USA-URSS du temps de la guerre froide. L'auteur n'a pas pour autant procédé à un grand travail de réécriture, ce dont on lui saura gré.

Une fois complétée la première lecture, la juxtaposition de textes connus et moins connus, étalés sur plus de 25 ans, s'avère précieuse pour comprendre comment Jervis a enrichi ses réflexions, et adapté ses interrogations aux problèmes de sécurité du XXI^e siècle. Le tout sans se départir de sa curiosité pour les matériaux empiriques et les cas d'étude historiques. Ni renoncer à comprendre ce qui amène des acteurs *a priori* « éclairés » à former de faux jugements sur eux-mêmes, leurs adversaires, leurs manières respectives de traiter les situations conflictuelles, leurs coups optimaux, puis à s'y accrocher.

S'agissant de sa structure, *How Statesmen Think* se divise en quatre sections. L'ouvrage examine d'abord

les concepts-clés de la psychologie politique (croyances, inconsistances...), puis passe aux biais cognitifs et aux schémas heuristiques préférentiels des grands décideurs (chapitres 3 et 4). Vient ensuite une série de textes observant les connexions entre ces acquis et certains des problèmes récurrents auxquels font face théoriciens et praticiens des relations internationales : distorsions entre la projection de signaux intentionnels et le décodage opéré par les destinataires, mauvaise articulation entre leaders gouvernementaux et renseignement d'État, impact des identités nationales sur les représentations de l'adversaire principal... Également à signaler dans cette troisième partie : un essai plus abstrait, « Political Psychology Research and Theory » (chapitre 6), qui évoque les multiples obstacles empêchant l'optimisation graduelle des processus décisionnels. La dernière partie de l'ouvrage aborde la manière dont les perceptions élitaires de la « réalité objective » affectent le décodage des crises et des scénarios de crise.

Dans un style exigeant, *How Statesmen Think* donne à la fois d'abondants exemples et de multiples aperçus conceptuels. Certaines sections manquent peut-être de limpidité. C'est le cas, notamment, de « Psychology and Crisis Stability » (chapitre 10). Plus généralement, le découpage thématique laisse un sentiment de flottement, la transition entre les chapitres se faisant par bonds. Un esprit grincheux relèverait en outre que l'auteur revient sans cesse sur la confrontation USA-URSS du temps de la guerre froide, au risque de négliger ce qui se passe dans des environnements moins structurés et moins « ritualisés ». Mais dans l'ensemble les vertus prédominent. Compte tenu des blancs laissés par la théorie du choix rationnel et la

théorie des jeux, ce type d'ouvrage enrichit considérablement la compréhension des «boîtes noires» d'où se dégagent les buts et les choix de politique étrangère des États-nations modernes. Et il livre bien entendu une multitude de clés utiles pour comprendre et anticiper les risques que pose la twitto-présidence Trump.

Jérôme Marchand

INDISPENSABLE ONU

Jean-Marc de La Sablière
Paris, Plon, 2017, 288 pages

Souvent décriée, rarement admirée, l'Organisation des Nations unies (ONU) est le plus souvent ignorée. Au-delà de l'image coutumière du fer à cheval du Conseil de sécurité qui s'invite périodiquement sur nos téléviseurs, rares sont ceux qui connaissent cette organisation. Plus rares encore ceux qui cherchent à la faire comprendre.

Qui mieux qu'un ancien ambassadeur de France auprès de l'ONU, témoin direct du labyrinthe onusien depuis sa première affectation à New York au début des années 1980 aurait pu montrer l'organisation telle qu'elle est, dans ses échecs et ses succès ?

La lecture de cet ouvrage, simple d'accès et structuré en huit chapitres aussi précis que didactiques, nous fait ainsi entrer dans le fonctionnement concret de l'ONU. De l'action du Conseil de sécurité pour «éviter les guerres» à l'œuvre normative d'universalisation des droits de l'homme, de l'assistance humanitaire dépêchée aux quatre coins du monde aux mille détails de notre vie quotidienne

réglés par une galaxie d'institutions spécialisées, l'ONU apparaît comme le lieu de toutes les frustrations, mais également comme celui de tous les progrès.

Le chapitre consacré au développement et à la lutte contre les changements climatiques mérite à cet égard d'être souligné, car si «40 ans après la vague de décolonisation l'échec [de la politique de développement] est collectif», les avancées réalisées depuis le sommet du millénaire de l'an 2000, et le «grand succès» que constitue la COP21, montrent la nature profonde de cette organisation : une enceinte où «on ne "renverse pas la table" ; mais on peut y creuser un sillon».

Ce bilan critique de 70 années suffit-il à justifier le titre de l'ouvrage ? Assurément non et c'est là l'autre intérêt de la présentation faite par celui qui est devenu ces dernières années un enseignant de l'organisation. L'ONU est indispensable car elle a su sans cesse s'adapter, pousser plus loin le champ du droit international, comme avec le développement du concept de la « responsabilité de protéger ». Elle est indispensable, car elle sait dans les grandes occasions se transcender, «toucher les peuples» et, comme le disait Adlai Stevenson lors de la crise des missiles de Cuba, «devenir ce tribunal de l'opinion publique» internationale. Elle est indispensable parce qu'elle seule réunit trois attributs consubstantiels à toute régulation internationale : l'universalité, la légitimité et le temps long. Elle est indispensable, enfin, parce que son existence même force les États à s'autodiscipliner, à introduire de la retenue dans une «société internationale» qui n'est jamais vraiment sortie de l'état de nature.

Certes l'ONU peut être décevante, son fonctionnement suranné, sa bureaucratie étouffante. Le chapitre consacré à sa réforme aurait d'ailleurs pu davantage approfondir la question essentielle des finances de l'organisation. Mais, comme le note très justement l'auteur, «il ne faut pas demander à l'ONU d'être un gouvernement du monde, étroitement uni par un projet commun de société». Celui qui «derrière ses lunettes en écaille» a assisté aux premières loges au discours de Dominique de Villepin contre la guerre en Irak sait que l'ONU est indispensable simplement parce qu'elle est. Et cette seule existence est, en soi, un «bien commun trop précieux pour que nous n'ayons pas l'ambition de le défendre et de le réformer».

Morgan Larhant

HISTOIRE

HOW NATO ADAPTS, STRATEGY AND ORGANIZATION IN THE ATLANTIC ALLIANCE SINCE 1950

Seth A. Johnston
Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2016, 272 pages

L'ouvrage de Seth Johnston se focalise sur la dimension institutionnelle de l'Alliance atlantique. Son hypothèse initiale, basée sur la théorie institutionnelle, et en particulier sa version dite historique de Peter Hall, estime que ces institutions ont joué un rôle important dans l'évolution et l'adaptation de l'Alliance. Même s'il n'est pas question d'ignorer le poids des intérêts nationaux, la force de la *Realpolitik* ou les

nécessités imposées par les menaces stratégiques.

Pour étayer sa thèse, l'auteur définit tout d'abord des moments critiques, des périodes carrefours où la force de la *Realpolitik* s'efface au profit des volontés politiques, où les choix l'emportent sur la nécessité. Puis il met en lumière les différents moyens utilisés par l'institution pour gagner de l'influence : la définition de l'agenda, le choix et le lieu des réunions, le partage de l'information, la maîtrise du consensus, la sélection des experts et l'orientation de leurs études, le blocage ou l'obstruction bureaucratique... : autant d'outils qui permettent aux officiels d'orienter l'avenir, la trajectoire et la stratégie de l'Alliance.

L'auteur illustre cette influence de plusieurs cas historiques. Ainsi la guerre de Corée entraîna-t-elle une militarisation de l'Alliance, qui devait passer par le réarmement allemand. Celui-ci n'était pas nécessairement «atlantique» ; la voie européenne fut explorée, du plan Pleven à l'échec de la CED. Ces années furent mises à profit par les officiels de l'OTAN, notamment Charles Spofford au sein du Conseil, pour préparer l'Alliance à accueillir une Allemagne remilitarisée, jeter les bases d'une intégration militaire et d'une administration civile, et modifier sa stratégie dans le sens d'une défense de l'avant. Toutefois, entre le vœu exprimé par le secrétaire d'État Acheson, en septembre 1950, de «donner des dents» à l'Alliance, et le résultat de 1954, l'influence de l'institution resta secondaire.

La fin de la guerre froide fut une autre étape cruciale dans l'évolution de l'Alliance. Le règlement de la confrontation Est-Ouest offrait de nombreuses options diplomatiques : une sécurité

européenne intégrée à l'UE, une Allemagne réunifiée mais neutre, une architecture de type OSCE renforcée, une Alliance politique avec un retrait militaire américain... Toutes ces voies furent négligées au profit de la préférence américaine pour le maintien de l'Alliance avec une Allemagne unie en son sein. Tel fut le choix fondamental opéré par l'administration Bush, telle fut la configuration de l'Alliance au lendemain de la guerre froide. Les acteurs institutionnels n'ont guère modifié ce choix.

Le grand mérite de cet ouvrage est de souligner le rôle des officiels dans l'adaptation de l'OTAN, du plan Spofford au rapport Harmel, des bons offices de l'ambassadeur de Staercke à l'influence de Solana. Reste que les nécessités de la géopolitique et la force des intérêts nationaux demeurent le guide essentiel pour comprendre l'histoire – certes exceptionnellement longue par rapport à l'âge moyen et la mortalité des alliances militaires – de l'Alliance atlantique. L'autonomie et l'influence de l'organisation existent mais restent faibles par rapport à la volonté des États, notamment le plus puissant d'entre eux, les États-Unis. L'administration Trump risque d'en apporter une illustration significative.

Jean-Yves Haine

LA REVANCHE DE L'HISTOIRE

Bruno Tertrais
Paris, Odile Jacob, 2017,
144 pages

Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche

stratégique, est spécialiste des questions de défense. Il n'est pas historien et ne prétend pas l'être. Son expérience des zones de conflit lui a néanmoins permis de mesurer l'impact de l'histoire dans les soubresauts de la politique internationale. Ainsi *La Revanche de l'Histoire* ne porte-t-elle pas tant sur l'histoire elle-même que sur l'instrumentalisation politique et stratégique qui peut en être faite. Comme le disait Paul Valéry : «L'histoire justifie ce que l'on veut.»

Qu'est-ce au juste que cette «revanche de l'histoire»? Thierry de Montbrial, dans un ouvrage au titre similaire paru dans les années 1980, y voyait un «retour du tragique». Bruno Tertrais explique quant à lui : «La revanche de l'Histoire est, dans une large mesure, un désir de Passé. On en a besoin comme d'un doudou, on cherche une Histoire de confort.» Avant d'ajouter que cette revanche n'est pas anti-moderne, et ne saurait être un simple retour en arrière : «Les nationalismes chinois, russe et turc, les droites occidentales, prétendent au contraire nouer une nouvelle alliance entre tradition et modernité.» Cette volonté de concilier des visions du monde ancestrales et les technologies les plus récentes peut produire des tragédies. Que l'histoire soit utilisée comme source d'inspiration – combien y a-t-il eu de «nouveaux Saladins» au Moyen-Orient? –, ou au contraire comme repoussoir – l'analogie munichoise... –, elle peut conduire à une montée des tensions voire à la guerre.

Tertrais nous propose un «tour du monde des fantômes du passé». La confrontation entre la Chine et le Japon se nourrit des haines anciennes. La période 1839-1949 est présentée par les autorités chinoises comme le «siècle

de l'humiliation». La thématique de l'humiliation est aussi présente au Moyen-Orient – où Daech ne manque pas de dénoncer les affres du colonialisme – et en Russie, où Vladimir Poutine mobilise tant l'histoire tsariste que l'ère soviétique pour asseoir son pouvoir. Quelques pages sont, bien sûr, consacrées au conflit israélo-palestinien et aux guerres balkaniques. À propos des Balkans, Churchill disait que certaines régions produisent davantage d'histoire qu'elles ne peuvent en consommer...

La dernière partie de cet essai stimulant est intitulée «Du bon usage du passé». L'auteur émet quelques recommandations pour éviter que l'histoire ne produise des effets dévastateurs. Tout d'abord, il rappelle les dangers des analogies historiques qui sont souvent utilisées plus comme des slogans mobilisateurs que comme des outils de réflexion. Puis il insiste sur le fait que l'oubli peut avoir ses vertus. Et de citer l'édit de Nantes, qualifié de «loi de l'oubli». L'amnésie n'a pas vocation à être totale ni définitive mais, à certaines périodes, il paraît impossible de conjuguer mémoire et réconciliation. Enfin, la mémoire est justement évoquée pour souligner le trop-plein de lois mémorielles. «Aujourd'hui, pour nous Européens, le devoir d'Histoire est sans doute plus important que le devoir de mémoire», affirme Bruno Tertrais. Reste à savoir quelle histoire. Comme le montre le débat suscité par la publication de *l'Histoire mondiale de la France* (Seuil, 2017) sous la direction de Patrick Boucheron, l'histoire – comme la sociologie – reste un sport de combat.

Marc Hecker

SÉCURITÉ

WE KNOW ALL ABOUT YOU. THE STORY OF SURVEILLANCE IN BRITAIN AND AMERICA

Rhodri Jeffreys-Jones
Oxford, Oxford University Press,
2017, 304 pages

En s'intéressant aux systèmes de surveillance de masse implantés en Grande-Bretagne et aux USA depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, et traitant des secteurs public et privé, ce texte dresse une longue liste d'abus étatiques, mais invite à ne pas sous-estimer les menaces que posent le renseignement d'entreprise et le *data-mining*. Plutôt qu'une réflexion politique ou sociologique, Rhodri Jeffreys-Jones propose une promenade historique et chronologique.

L'ensemble s'articule en 12 chapitres, riches en portraits et anecdotes. Il expose d'abord les opérations de fichage et de *black-listing* montées par le patronat américain et britannique. Suivent des passages plus politiques, exposant les connivences latentes entre Roosevelt et Hoover, revenant sur les purges anticommunistes des années 1940-1950, puis sur les menées «anti-radicales» des années 1960-1980 (COINTELPRO). Au final, *We Know All About You* aborde la question des régressions démocratiques enclenchées depuis une quinzaine d'années avec l'assentiment de larges blocs de citoyens-consommateurs.

Le sentiment d'ensemble ? L'auteur apporte des éléments de comparaison utiles pour appréhender opportunités et entraves que connaissent les

«sécurocrates» des deux pays. En revanche, l'analyse se montre lacunaire. Plutôt synthétique et structuré jusqu'aux mesures régulatrices des années 1970-1990 (de la commission Church aux initiatives de Tony Blair), *We All Know About You* perd en consistance à partir du chapitre 9, qui traite de l'impact des attentats du 11 Septembre. Les chapitres qui suivent, qui examinent les pratiques intrusives des grandes entreprises, l'affaire Snowden et les réformes prises de l'ère Cameron-Obama, se réduisent par moments à de simples déroulés événementiels. Entre autres exemples, l'affaire *News of the World*, ponctuée par le sabordage de cette publication, méritait mieux que le traitement des pages 198-200 – en particulier si l'on tient compte des mises en perspective du journaliste d'investigation Nick Davies dans *Hack Attack* (Random House, 2014).

Plus profondément, l'ouvrage donne l'impression d'osciller entre deux thèmes : la mise sous surveillance légale ou illégale de contingents sans cesse plus fournis de citoyens britanniques et américains d'une part, d'autre part la formation de réactions de contrôle démocratique à forte résonance médiatique. Cette dualité éclaire les compromis réalisés par tel ou tel grand décideur. Mais elle ne donne pas forcément une idée juste des luttes d'influence qui s'exercent dans les coulisses du pouvoir, sous l'impulsion d'une haute fonction publique concernée de près par le Big Business sécuritaire et ses sinécures dorées.

Point connexe, l'ouvrage manifeste une nette tendance à placer sur un même plan les déviances du public et du privé, sans relever la responsabilité particulière de politiciens ou

de fonctionnaires qui violent délibérément des normes démocratiques qu'ils sont chargés d'appliquer de manière convaincante. Ce qui pose de tout autres problèmes d'érosion normative, de dé-légitimation institutionnelle, et de rupture d'hégémonie que les intrusions des grandes entreprises. La bibliographie est bonne, mais avec des absences notables concernant les agissements criminels des cabinets d'investigation barbouzards (Lubbers ?) et les retombées systémiques des débords étatiques (Tarrow ?).

Jérôme Marchand

**THE BIG STICK.
THE LIMITS OF SOFT POWER
AND THE NECESSITY OF MILITARY FORCE**

Eliot A. Cohen

New York, Basic Books, 2017,
304 pages

Voilà un puissant plaidoyer, à rebours de bien des idées reçues. Il ne surprend pas venant d'Eliot Cohen, penseur reconnu de la guerre et de l'usage de la force. Favorable à l'intervention américaine en Irak en 2003, il n'hésitait pas à affirmer que l'élection de Donald Trump «serait un désastre total pour la politique étrangère américaine».

Solidement argumentée, la thèse de Cohen demeure simple : même s'il convient d'être prudent sur son usage, la puissance militaire américaine a toujours un rôle important dans la politique extérieure et la stabilité du monde dont l'Amérique, qu'elle le veuille ou non, demeure le gardien. Il faut donc sortir des syndromes irakien et afghan et la restaurer au plus tôt, pour se tenir prêt à influencer sur la marche du monde : la passivité

des États-Unis n'est une bonne chose pour personne. Le néo-isolationnisme de l'époque Obama a laissé plus de guerres qu'il n'en avait trouvées à son entrée à la Maison-Blanche. La puissance militaire n'est pas un instrument dépassé, inutile ou dangereux : le *big stick* (gros bâton), qui paraissait si nécessaire à Roosevelt alors que les États-Unis commençaient à se dresser comme une grande puissance, l'est tout autant au moment où ce rôle leur est disputé, au détriment de leurs intérêts.

L'ouvrage rappelle la pertinence de l'affirmation rooseveltienne : « Ne dites rien que vous ne soyez prêts à appuyer par des faits et, malgré la modération de vos propos, tenez-vous prêts à agir. »

Les responsables américains doivent réapprendre à utiliser la « puissance dure », découvrir ses nouveaux usages. Les défis sont nombreux, de l'apparition de la Chine comme rival militaire, à l'expansionnisme russe en passant par la menace nucléaire de la Corée du Nord, bientôt de l'Iran, et la vague d'islamisme radical. Pour faire face, les États-Unis ne pourront faire l'économie de la restauration de leur puissance militaire. Cohen n'ignore pas qu'elle « est toujours utilisée dans la douleur et qu'elle est un instrument brutal et imprécis... davantage qu'un scalpel, elle est un couteau dont la lame peut facilement se retourner dans la main de celui qui l'utilise » mais rien ne la remplace. Par son emploi, ou la menace de son emploi, elle demeure l'argument ultime.

Cohen constate que, bien que l'armée américaine soit encore d'une puissance redoutable, ses capacités ont fortement décliné ces deux dernières décennies, tout comme sa puissance relative. C'est grave car la menace est

aujourd'hui multiple dans un monde beaucoup plus compliqué que celui de la guerre froide. Les forces elles-mêmes doivent évoluer dans leurs capacités, les besoins de demain – l'espace, le cyber, les actions hybrides – différant de ceux d'hier : une profonde adaptation est nécessaire. Pour Cohen, « l'Irak, l'Afghanistan et le conflit contre Al-Qaïda ont montré que les États-Unis n'ont pas compris leurs adversaires [...] mais qu'ils n'ont pas fait beaucoup mieux dans la compréhension d'eux-mêmes ».

L'ouvrage de Cohen est structuré, documenté et bien écrit. Il rappelle qu'il y a une réalité du monde, et qu'elle est celle de l'affrontement des volontés. Si l'Amérique a une vision du monde, si elle y a des intérêts et veut défendre les valeurs qui lui sont utiles, elle doit pouvoir y agir et pas seulement par la « puissance douce » : celle-ci n'est rien si elle ne s'appuie solidement sur la « puissance dure ».

Le message est évident, percutant. S'il vaut pour la rive ouest de l'Atlantique, il vaut aussi à l'est : il doit être entendu par le 8^e président de la V^e République... et porté jusqu'à Bruxelles.

Vincent Desportes

MILITARY STRATEGY : A VERY SHORT INTRODUCTION

Antulio J. Echevarria
Oxford, Oxford University Press,
2017, 144 pages

Cet ouvrage, publié dans la collection « Very Short Introductions », équivaut britannique des « Que sais-je ? », est

signé d'Antulio J. Echevarria, rédacteur en chef de *Parameters*, revue de l'U.S. Army War College. Il définit la stratégie militaire, objet de son étude, comme la recherche de la réduction de la capacité physique et de la volonté de combattre d'un adversaire. Sa mise en œuvre se fait en temps de paix ou de guerre, et peut impliquer, directement ou indirectement, l'emploi de la force. L'auteur nous offre un propos synthétique et stimulant, utilisant systématiquement des exemples historiques pour l'étayer.

Echevarria débute son passage en revue des stratégies militaires par les catégories de l'annihilation et de la dislocation, qui répondent le plus souvent à la volonté ou au besoin d'un des belligérants d'emporter rapidement la victoire. Par l'annihilation, on cherche à réduire significativement, ou à détruire, la capacité physique d'un adversaire en une ou deux batailles décisives. La dislocation vise, elle, à vaincre par une manœuvre inattendue qui déstabilise l'adversaire. Ces deux stratégies supposent généralement une prise de risque élevée.

L'auteur passe ensuite à l'étude des stratégies d'attrition et d'épuisement. La première vise à consumer les ressources matérielles de l'adversaire. La deuxième se concentre sur la détérioration de sa volonté de combattre – c'est donc, autrement dit, une « attrition psychologique ». Ces deux méthodes impliquent des conflits longs, et des coûts socio-économiques élevés.

Le troisième duo regroupe dissuasion et coercition. La dissuasion entend persuader l'adversaire que l'on dispose de suffisamment de capacités physiques et psychologiques, soit pour défaire un agresseur, soit pour

que les coûts de l'agression dépassent les bénéfices attendus. La coercition consiste, elle, à prendre des mesures punitives, d'intimidation, de récompense, etc., afin d'imposer sa volonté à l'adversaire.

L'auteur étudie ensuite la terreur et le terrorisme. Une stratégie de terreur peut prendre, par exemple, la forme de bombardements massifs indiscriminés, comme pendant la Seconde Guerre mondiale. Echevarria revient dans cette partie de son ouvrage sur le débat qui cherche à déterminer si le terrorisme constitue une tactique ou une stratégie. Il estime que, généralement, il s'agit d'une tactique, mais qu'employé systématiquement pour la poursuite de buts politiques, le terrorisme est bien une stratégie.

L'auteur s'attache enfin à expliquer les stratégies de décapitation et d'assassinats ciblés. Les deux reposent sur le présupposé qu'éliminer physiquement les leaders d'un mouvement peut résoudre un problème plutôt que l'aggraver – ce qui n'est guère évident. Les dilemmes moraux et légaux sont ici également prégnants. Ces stratégies, facilitées par l'accroissement de la portée et de la précision des armements, sont pourtant de plus en plus privilégiées par les gouvernements occidentaux, du fait de leurs faibles coûts matériels et politiques.

Ce court ouvrage, agréable à lire, permet de bien appréhender les grandes catégories des stratégies militaires, et il sera utile à toute personne, étudiant comme praticien, qui cherche à clarifier ses idées sur ce sujet.

Rémy Hémez

ARMoured WARFARE: A MILITARY, POLITICAL AND GLOBAL HISTORY

Alaric Searle

New York, Bloomsbury, 2017,
288 pages

Alaric Searle ambitionne d'écrire une histoire du combat blindé dépassant l'étude d'une campagne, d'une armée nationale ou des technologies. L'approche suivie par l'auteur est chronologique, chaque chapitre éclairant un moment phare de l'évolution du combat blindé.

Après une introduction qui revient notamment sur la terminologie utilisée, le livre s'ouvre logiquement sur les débuts des chars d'assaut pendant la Première Guerre mondiale. Les résultats initiaux sont décevants. Les problèmes mécaniques sont multiples et une doctrine d'emploi performante fait défaut. Les progrès sont cependant rapides et, en 1918, l'efficacité militaire des chars s'est largement améliorée. La période de l'entre-deux-guerres est ensuite paradoxale pour le combat blindé, entre progrès et stagnation selon les pays et les années. Pour les Britanniques par exemple, l'immédiat après-guerre est un moment de foisonnement, en particulier doctrinal, avec la publication de plusieurs manuels dédiés au combat blindé. Cependant, dès les années 1930, un fort retour du conservatisme au sein de l'institution militaire britannique empêche une intégration totale de la dimension blindée.

Un chapitre est ensuite consacré à la *Blitzkrieg* et à ses succès initiaux en 1939-1941. Searle cherche à faire la part du mythe et de la réalité autour de ce concept qui n'a jamais été formalisé par les Allemands. La *Blitzkrieg* ne survit pas à la campagne

de Russie. Les Soviétiques reprennent le dessus, puis submergent les armées du Reich en produisant beaucoup plus de chars, mais aussi par leur capacité à mieux utiliser leurs unités blindées. L'auteur consacre également un chapitre au combat blindé dans les guerres de Corée (1950-1953), d'Indochine (1946-1954) et du Vietnam (1962-1972), trois théâtres d'opérations qui démontrent, selon lui, que l'emploi des chars n'est pas confiné aux plaines d'Europe centrale.

Les conflits israélo-arabes entre 1948 et 2006 font légitimement l'objet d'un long développement. Ils fournissent en effet de nombreux exemples ou contre-exemples d'emploi de grandes formations blindées. Les guerres d'Irak et du Golfe (1980-2016) ne sont pas oubliées. On soulignera ici des réflexions bienvenues sur la guerre Iran-Irak (1980-1988) au cours de laquelle les pertes massives de chars et de véhicules blindés, quel que soit le camp, ont démontré un manque de maîtrise de la planification, de la logistique et de la doctrine d'emploi des unités blindées.

Le dixième et dernier chapitre est sûrement celui qui suscite le plus de réflexions. Il aborde la question du « rôle politique » du char à travers les symboles qu'il représente, que ce soit celui de la victoire, comme lors des défilés, de l'oppression (Budapest 1956, Tiananmen 1989), ou de la puissance technologique d'un pays *via* la production d'un char de combat national. Il est dommage que la question de l'existence d'un message politique lié à l'envoi des chars sur un théâtre d'opérations ne soit pas évoquée. Peut-être cela n'est-il qu'un débat franco-français...

Au final, même si ce livre n'offre pas l'histoire globale annoncée en restant

dans des sujets d'étude plutôt traditionnels (*quid* des Sud-Africains en Angola, par exemple ?), il donne une perspective historique intéressante sur le combat blindé et ses caractéristiques générales. L'ouvrage d'Alaric Searle est une utile introduction, tant pour l'historien que pour le praticien.

Rémy Hémez

ÉCONOMIE ET TECHNOLOGIE

LA QUATRIÈME RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

Klaus Schwab

Paris, Dunod, 2017, 208 pages

Klaus Schwab, fondateur et président du Forum économique mondial, analyse ici en profondeur la quatrième révolution industrielle, qui commence à transformer nos sociétés. La thèse de l'auteur est que les multiples innovations apparues depuis le début du siècle sont constitutives d'une nouvelle révolution industrielle. Il avance trois arguments pour étayer son point de vue : la rapidité du phénomène, son ampleur et son impact.

La matrice de cette quatrième révolution industrielle est la puissance de l'intelligence augmentée qui permet un accroissement sans précédent des capacités de production. Les conséquences sont évidentes : le travailleur insuffisamment qualifié est le perdant de cette mutation. À l'inverse, le détenteur de capital (financier, humain ou technologique) ressort gagnant. Klaus Schwab entrevoit deux obstacles à l'accomplissement de cette nouvelle révolution : l'inadaptation du système politique, économique et social, et l'absence de

récit collectif expliquant les opportunités du monde en gestation.

L'étude de l'impact de ces changements technologiques occupe l'essentiel du livre. Cinq grands domaines sont passés en revue : l'économie et le monde de l'entreprise, d'une part ; l'État, la société et l'individu, d'autre part.

Les bouleversements économiques à attendre sont de taille : disparition de certains emplois (professionnels du télémarketing, conseillers fiscaux, secrétaires), plus grande autonomie des travailleurs et généralisation de la notion de « mission ». Une précarisation accrue est à craindre. Les entreprises auront les moyens d'augmenter leur production et leur productivité. Les stratégies de plate-forme assureront une valorisation des biens et des services proposés. En contrepartie, il faudra investir massivement dans la sécurisation des données afin de lutter contre les cyberattaques.

Les États, quant à eux, gagneront en efficacité grâce à une nouvelle gouvernance numérique mais les défis sont nombreux. Le principal est sans doute la montée en puissance de micropouvoirs. Le meilleur (démocratisation et pluralisme) pourrait côtoyer le pire (cyberguerre et propagande antidémocratique). Ces chocs technologiques sont susceptibles de cristalliser des tensions politico-religieuses et d'aggraver les inégalités sociales. Les classes moyennes risquent d'ailleurs de se sentir déclassées dans une société toujours plus connectée, productive et transparente. L'individu améliorera son accès à l'information et au savoir mais perdra une partie de son empathie et de sa capacité à se concentrer. Cependant, c'est la recherche en matière génétique qui pose les questions éthiques et philosophiques les

plus épineuses : les concepts d'identité et d'individu auront-ils encore un sens dans une génération ?

Les annexes sont tout aussi passionnantes. Sélectionnant 23 mutations majeures (telles que les technologies implantables, l'internet des objets, la maison connectée, la voiture autonome, l'intelligence artificielle dans le milieu professionnel, l'impression 3D, les neurotechnologies), Schwab présente systématiquement les enjeux ainsi que les effets positifs et négatifs attendus.

Cet ouvrage vaut le détour : clair, instructif, il n'occulte pas les difficultés que pose la quatrième révolution industrielle.

Norbert Gaillard

LA SPIRALE DU DÉCLASSEMENT. ESSAI SUR LA SOCIÉTÉ DES ILLUSIONS

Louis Chauvel

Paris, éditions du Seuil, 2016,
224 pages

Louis Chauvel, professeur à l'université du Luxembourg, analyse ici le déclin des classes moyennes dans les sociétés industrialisées.

En début de livre, le sociologue s'attache à montrer que la racine du problème tient essentiellement à la «repatrimonialisation» qui touche les États occidentaux depuis 30 ans. Ce phénomène, dû à la stagnation des salaires, à la hausse du chômage et à l'enrichissement des ménages détenteurs de biens immobiliers, a accru les inégalités puis, au fil des années, rigidifié la reproduction sociale. Cette évolution est évidemment traumatique pour les générations nées à partir de 1960. Cependant, elle

correspond aux modalités de développement des États émergents dans lesquels le capitalisme familial se nourrit de la mondialisation pour accroître le patrimoine des élites locales.

Si la «civilisation de classe moyenne» est en train de vaciller, c'est parce que ses piliers se fissurent : doutes croissants sur la méritocratie et l'idée de progrès social, remise en cause du salariat, réduction de la protection sociale, difficulté à devenir propriétaire et démonétisation des diplômes. Louis Chauvel s'attarde sur ces deux derniers points. Particulièrement marqués en France, les déclassements scolaire et résidentiel sont les symptômes les plus criants de la paupérisation et du mal-être des jeunes générations. La frustration qu'elle engendre inquiète l'auteur, surtout dans le cas où elle prendrait des formes politiques extrêmes. Les événements récents lui donnent raison : si le corps électoral avait été composé exclusivement des 18-24 ans, le second tour de la présidentielle de 2017 aurait opposé Marine Le Pen à Jean-Luc Mélenchon.

Le «grand déclassement» – à savoir le dépassement de la classe populaire et de la «classe moyenne inférieure» françaises par la classe moyenne des pays émergents – est ensuite étudié. Ce mouvement de fond est appelé à s'amplifier sous l'effet de trois facteurs : la poursuite du creusement des inégalités en France, la réduction continue entre le niveau de vie moyen français et émergent et la réapparition de conflits de classes violents.

L'analyse va *crescendo* et les 30 dernières pages de l'ouvrage sont aussi remarquables qu'émouvantes. Pour Chauvel, la crise que la France et les pays développés traversent actuellement est liée à l'insoutenabilité de

leur modèle économique et social et à leur incapacité à se réformer. Il n'hésite pas à invoquer les travaux de Joseph Tainter sur la décadence et l'effondrement des sociétés complexes pour nous alerter sur le sort tragique qui nous guette. Seul un sursaut de notre jeunesse peut assurer le salut d'une civilisation qui a si longtemps cru à la science et au progrès humain. Parallèlement, l'auteur déplore un incroyable déni de réalité de la part des dirigeants politiques et des médias. Mais ses critiques les plus acerbes sont adressées à plusieurs de ses collègues, et à certains pans de la sociologie, qui s'évertuent à déclasser la notion de réalité et à construire une dangereuse illusion sociale.

La Spirale du déclassement est un livre majeur et passionnant. C'est aussi un cri d'alerte.

Norbert Gaillard

AFRIQUE

L'AFRIQUE DES POSSIBLES. LES DÉFIS DE L'ÉMERGENCE

Pierre Jacquemot

Paris, Karthala, 2016, 336 pages

L'« émergence » africaine est devenue un thème routinier des cabinets de conseil en investissement, de la littérature économique en général, et de la communication d'un nombre croissant d'États africains. Les dynamiques socio-économiques et politiques que recouvre le récit de l'émergence du continent sont néanmoins complexes. L'ouvrage de Pierre Jacquemot en offre un panorama complet et nuancé.

Fort de ses expériences de diplomate et de chercheur, l'auteur traite un nombre important de thématiques : pression démographique, paysanneries et défis alimentaires, performances économiques, villes, climat, systèmes éducatif et de santé, entreprenariat, partenaires du continent, investissements et aide, intégration et migrations, stratification sociale, inégalités, etc. Trois axes forts se dégagent ainsi pour l'analyse : les dynamiques socio-économiques en cours, les États et la gouvernance, la place du continent dans la mondialisation.

La multiplicité des thèmes abordés et l'étendue de la zone géographique concernée font de ce livre un ouvrage de généralisation. Conduit avec agilité, il constitue une référence pour qui souhaite acquérir une vision à la fois globale et fine du continent. L'auteur ne se contente pas de rappeler que l'Afrique subsaharienne est composée de 49 pays aux trajectoires et situations variées. Il illustre cette diversité par des exemples révélateurs de disparités inter et intra nationales. Les grandes dynamiques du continent, telles que la croissance démographique et l'urbanisation, sont toujours remises en perspective, et connectées aux cadres d'analyse de l'économie politique de l'Afrique contemporaine.

L'auteur échappe ainsi à la « dialectique du désespoir et de l'euphorie », du « chaos et du futur radieux », qui surgit trop souvent dès que l'on parle du continent africain. On dépeint ici un continent qui « ne va ni bien ni mal », qui connaît des transformations socio-économiques et démographiques importantes, et dont l'avenir est aujourd'hui incertain. Alors que l'impressionnante croissance de la population est régulièrement présentée comme une « bonne nouvelle »,

l'auteur parle de transition démographique inachevée et d'un dividende démographique (essor d'une population jeune venant gonfler les rangs de la population active et créer de la croissance économique) plus potentiel que réel pour le moment. Sa concrétisation dépendra de l'évolution à venir des taux de fécondité, ainsi que de la capacité des économies, et des États, à créer un marché du travail capable d'absorber le nombre grandissant de jeunes actifs potentiels.

L'ouvrage se clôt sur l'exercice délicat des scénarios prospectifs, et sur l'identification des conditions qui permettraient d'atteindre le scénario le plus souhaitable : celui d'une « émergence durable et inclusive ». Les réponses sont plurielles et indéterminées : « L'avenir a ses ruses. Il est ouvert, en dépit des inerties du dedans et des contraintes du dehors, des défis à relever comme des opportunités qui se présentent, anticipées ou imprévisibles. »

Clélie Nallet

FORCES ARMÉES AFRICAINES 2016-2017

Laurent Touchard

Auto-édition, 2017, 600 pages

Laurent Touchard, chercheur indépendant sur les questions militaires, a notamment été consultant défense pour *Jeune Afrique*. Son ouvrage sur les forces armées africaines vient combler un vide. En effet, en 600 pages, il décrit de façon complète les principaux enjeux géopolitiques et sécuritaires de 55 pays. Il analyse le fonctionnement opérationnel des armées, détaille certaines opérations et va même jusqu'à

parler du comportement au feu de certaines unités.

Pour chaque pays on trouve d'abord un tableau de synthèse où les atouts principaux et les faiblesses majeures des différentes forces armées africaines sont présentés. Puis sont précisés budgets et effectifs. Ensuite, des ordres de bataille et des tableaux d'équipements détaillés sont exposés par armée (terre, mer, air, mais aussi forces paramilitaires). Enfin, et c'est là que l'auteur fait véritablement la différence avec le *Military Balance*, on trouve une analyse, plus ou moins longue selon les pays (quatre pages pour le Tchad, huit pour le Maroc, une pour le Somaliland).

L'analyse des forces armées du Burkina Faso met par exemple en exergue les difficultés financières auxquelles elles font face, mais aussi la coopération au sein du G5 Sahel, ou encore les difficultés de coordination entre les différentes forces de sécurité et de défense. L'auteur rappelle qu'il ne faut pas regarder les armées africaines avec condescendance. Les pays occidentaux ne sont pas exempts de lacunes et de dysfonctionnements, notamment dans la lutte contre le terrorisme. L'objectivité et la rigueur sont présentes tout au long du livre et permettent de remettre en question bien des idées reçues. Laurent Touchard estime par exemple que les forces terrestres gabonaises sont efficaces et bien équipées, mais que les forces aériennes, qui alignent des *Mirage F1AZ* sont surdimensionnées. On apprend aussi que le Gabon n'a pas honoré ses dettes à Piriou, un chantier naval français, suite à la commande d'un patrouilleur et la demande de rénovation d'un autre.

Dernière illustration, l'auteur réussit à donner une certaine clarté au chaos

qui caractérise la Libye. Les principaux combats sont présentés, ainsi que les acteurs qui y participent. Laurent Touchard explique les déconvenues rencontrées, en particulier par les Européens, dans la formation d'une armée nationale libyenne. Se pose encore aujourd'hui une question cruciale : qui entraîner ?

Les analyses proposées sont pertinentes et l'équilibre entre précision et clarté, revendiqué par l'auteur, est atteint. À la fin de l'ouvrage on trouve aussi une série de tableaux synoptiques fort utiles, qui classent les différentes armées selon leurs principaux matériels terrestres, aériens ou maritimes.

Ce livre présente aussi quelques défauts, comme une analyse un peu courte pour certains pays, à l'instar du Bénin. Toutefois, le travail de recherche, réalisé par un seul homme, est dans son ensemble considérable, et l'intérêt de cette somme indubitable. Cet ouvrage, auto-édité *via CreateSpace*, mériterait d'être actualisé à intervalles réguliers et publié par un éditeur qui lui assurerait une plus large diffusion.

Rémy Hémez

ASIE

SINGAPORE. SMART CITY, SMART STATE

Kent E. Calder

Washington D.C, Brookings

Institution Press, 2016, 256 pages

Kent E. Calder se donne le double projet de définir le concept « d'État intelligent » et de détailler les caractéristiques qui inscrivent Singapour dans

cette catégorie. Le *smart state* est selon lui capable de « percevoir et répondre de manière efficiente aux difficultés extérieures (géographiques, démographiques, financières, politiques et technologiques) et aux marchés, en utilisant les dernières avancées en matière de technologies de l'information et de la communication ». L'auteur assume la dimension normative de son analyse et ne cache pas son admiration pour les réalisations du système politique, économique et social singapourien. Il revient sur les innovations mises en œuvre depuis l'indépendance de la cité-État (1965), notamment en matière de management public, pour compenser ses handicaps stratégiques et économiques et se positionner en carrefour politique et économique mondial. L'ouvrage présente à cet égard un utile panorama des politiques publiques singapouriennes, et des aspects qui font de la cité-État un modèle pour ses homologues développés (en tant qu'État-providence fiscalement viable) comme pour de nombreuses villes en développement (en tant que ville « vivable » malgré sa densité démographique).

On peut s'interroger sur le choix du qualificatif *smart state* plutôt qu'État-stratège (avec des dirigeants planifiant leurs objectifs et déployant les moyens à leur disposition pour les atteindre) ou entrepreneurial (cherchant à maximiser sa prospérité en minimisant ses investissements), mâtiné d'une forme de paternalisme. L'État singapourien définit en effet les composantes essentielles du bonheur de ses citoyens et leur enjoint de les poursuivre, à travers ses politiques d'ingénierie sociale (par exemple, le fait d'imposer une certaine répartition ethnique dans les logements publics, largement majoritaires dans l'île) ou économique (en imposant par exemple une épargne

personnelle et en favorisant l'accès à la propriété).

Certains silences doivent également être évoqués. Le modèle politique et économique singapourien est largement décrit à travers la gestion semi-privée de nombreux services publics, mais les processus décisionnels ayant déterminé ces choix sont éludés, de même que l'étroite imbrication entre les sphères politique et économique. Si la viabilité du modèle socio-économique singapourien est louée, l'augmentation des inégalités, source de tensions sociales croissantes, est abordée très rapidement et sans revenir sur les stratégies envisagées par les autorités pour y faire face. Les effets du paternalisme sur la créativité singapourienne, source de préoccupation pour les autorités elles-mêmes, ne sont pas non plus soulignés. Enfin, l'auteur n'évoque que très rapidement les contestations suscitées par ce *smart* modèle, alors que la gestion de l'opposition et la canalisation de ses modes d'expression constituent un défi pour sa stabilité.

L'ouvrage sera utile au lecteur en quête d'un éclairage sur les spécificités du modèle singapourien et son émergence progressive, ou à l'étudiant en politiques publiques désireux de saisir les ressorts d'une combinaison unique entre vision politique et économique à long terme, constructivisme social et stabilité institutionnelle. Il souligne par ailleurs utilement le rôle central des villes, catalyseurs de la mondialisation et acteurs économiques et politiques d'une importance croissante au côté des États sur la scène mondiale.

Delphine Allès

LA CHINE AU RISQUE DE LA DÉPENDANCE ALIMENTAIRE

Jean-Marc Chaumet
et Thierry Pouch

Rennes, Presses universitaires
de Rennes, 2017, 216 pages

Jean-Marc Chaumet et Thierry Pouch brossent un tableau des problématiques de sécurité alimentaire auxquelles la Chine est aujourd'hui confrontée, et exposent en détail les causes de cette insécurité (évolution de la demande alimentaire chinoise, manque de ressources en terres et en eau, problématiques liées au foncier...), ainsi que les politiques mises en place par le gouvernement pour tenter d'apporter des réponses à ce qui reste encore aujourd'hui une priorité stratégique pour le pays : assurer un taux d'autosuffisance alimentaire minimal pour sa population.

Les deux premiers chapitres, qui plongent dans l'histoire de la Chine depuis la période des Royaumes combattants jusqu'au Grand Bond en avant, retracent la naissance et le développement de cette vision particulière que porte la Chine sur la sécurité alimentaire de son territoire. De l'utilisation de l'arme alimentaire par les royaumes jusqu'aux famines qui ont très durement frappé le pays – pour la famine du Grand Bond en avant (1958-1961), les pertes sont estimées entre 10 et 50 millions de morts –, l'histoire éclaire la volonté des dirigeants chinois d'aujourd'hui à prendre au sérieux cette question de la sécurité alimentaire, et à mettre tout en œuvre pour éviter d'engager le pays sur un modèle de dépendance aux importations de produits agricoles et alimentaires, à l'instar du Royaume-Uni ou du Japon.

Le livre s'attache également à démontrer certaines idées reçues, s'affranchissant par exemple de la séparation généralement établie entre période maoïste et période dengiste, ou encore étudiant avec attention les chiffres réels du *land grabbing*, qui suscitent les craintes de « post-impérialisme » chinois en Afrique. Les auteurs font également des mentions très intéressantes du point de vue chinois sur les questions de sécurité alimentaire. Ils citent les travaux de nombreux universitaires ou relatent les débats sur la question des importations, qui malgré des réticences certaines, se sont récemment imposées comme inévitables pour l'approvisionnement de la population chinoise et la protection des ressources du territoire, déjà fortement dégradées par un productivisme forcé.

Le livre lie de manière passionnante ces questions agricoles internes à l'histoire de la pensée économique et à l'évolution actuelle de la géopolitique mondiale de l'alimentation. La thèse selon laquelle la Chine, qui aspire à être une puissance hégémonique, serait contrainte dans son accession à ce statut (voire menacée de déclin) par sa dépendance croissante aux importations alimentaires, peut faire débat dans un contexte où sa balance commerciale reste très fortement excédentaire, et où de nombreux autres facteurs de déclin économique entrent en compte. Il est cependant certain que, comme le soulignent les auteurs, cette dépendance alimentaire constitue une puissante force de rappel pour le pays, mais aussi à l'extérieur de ses frontières, pour la Chine comme pour d'autres pays. La Chine, du fait des quantités massives de produits agricoles qu'elle importe désormais, façonne et défait l'économie de territoires entiers hors de ses frontières. En éclairant l'impact majeur des politiques chinoises sur les tendances

haussières et baissières des marchés internationaux agricoles, cet ouvrage pose une pierre fondamentale pour la compréhension de la géopolitique de la sécurité alimentaire mondiale.

Marie-Hélène Schwoob

CHINE, LES VISAGES DE LA JUSTICE ORDINAIRE

Stéphanie Balme

Paris, Presses de Sciences Po,

2016, 336 pages

Dans cet ouvrage qui se veut synthétique et pédagogique sur l'évolution de la justice depuis la fin de la Révolution culturelle, Stéphanie Balme rassemble le fruit de plusieurs années de recherches et d'enquêtes de terrain. Elle y dresse un bilan contrasté : malgré la modernisation et l'importation du droit positif et l'importante place du droit dans la société chinoise (explosion des publications juridiques, conscience du droit, mouvement de défense des droits), on observe « des écarts béants » entre le discours officiel omniprésent sur l'importance du droit et du principe constitutionnel de « gouvernement conforme au droit » (*yifa zhiguo*), et la réalité. La pratique juridique, encore ancrée fortement dans les traditions impériale et socialiste, se caractérise par une forte dépendance vis-à-vis des pouvoirs législatif et exécutif, un rapport punitif au droit, un recours régulier aux procédures parajudiciaires (telle la médiation traitée au chapitre 4).

Les deux premiers chapitres sont consacrés aux principales étapes de la transformation juridique des 40 dernières années. Après le maoïsme et sa conception d'une justice populaire de masse peu encline aux procédures formelles,

ce n'est que dans les années 1990 que la justice redevient une priorité pour la Chine, avec des réformes juridiques pragmatiques et expérimentales élaborées par un parti scientifique souhaitant répondre aux nouvelles attentes sociales.

Malgré un processus de modernisation, passant par la normalisation, la professionnalisation et l'informatisation de la justice chinoise, le Parti communiste chinois refuse les principes et les mécanismes techniques (autonomisation de la justice, hiérarchie des normes constitutionnellement garantie, etc.) au fondement de l'élaboration d'un état de droit.

L'explosion du nombre de litiges civils (8 millions par an), instrument de contestation, témoigne d'un meilleur accès à la justice pour les justiciables, mais cette dernière est totalement soumise aux contingences des pouvoirs locaux et centraux, qui s'assurent que chaque décision de justice est politiquement correcte et socialement acceptable (chapitre 3). L'auteur décrit également le populisme judiciaire qui consacre le pouvoir de l'opinion publique, surtout en ligne. Le chapitre 5, consacré aux réformes de la justice pénale, présente un autre angle de ces évolutions contrastées : de réelles améliorations sont à noter concernant la justice des mineurs et la réduction du nombre de condamnations à la peine capitale, en même temps que le pouvoir dont bénéficient encore les organes de la sécurité publique, notamment dans le cas de détentions en résidence surveillée, autorise tous les abus. En effet, si le crime de « contre-révolutionnaire » a été retiré de la loi pénale en 1997, c'est pour être remplacé par celui d'« atteinte à la sécurité de l'État ». La philosophie pénale est restée centrée sur la nécessité de sauvegarder l'ordre

public, et les termes vagues utilisés par la loi de procédure pénale permettent des décisions arbitraires. De plus, la prégnance de la culture de l'aveu limite l'efficacité des mesures pour lutter contre l'usage de la torture.

Ce panorama se clôt sur l'impossibilité d'une justice constitutionnelle en Chine, du fait de la censure de son patrimoine constitutionnel pourtant riche, et de la répression infaillible (dont témoigne le décès du principal signataire de la charte 08 lors de la rédaction de cette recension) des rares avocats, juristes et autres militants critiquant l'état de droit minimal prôné par le constitutionnalisme officiel.

Émilie Frenkiel

CREATING JAPAN'S GROUND SELF-DEFENSE FORCE, 1945-2015. A SWORD WELL MADE

David Hunter-Chester
New York, Lexington Books, 2016,
312 pages

Cette étude présente une histoire institutionnelle complète des forces terrestres d'autodéfense japonaises (JGSDF). David Hunter-Chester, colonel américain en retraite, a passé 20 de ses 26 années de carrière militaire dans des postes ayant trait au Japon. Il maîtrise la langue japonaise, et s'appuie sur de nombreux témoignages.

L'ouvrage suit un plan chronologique. Il s'ouvre sur les débats qui se sont déroulés dans l'administration américaine, au cœur de la Seconde Guerre mondiale, sur le sort à réserver à l'armée impériale japonaise. Après la reddition de leur pays, les dirigeants japonais ont fait le choix radical de renoncer

constitutionnellement non seulement à la guerre mais aussi aux armes. Pourtant, seulement cinq ans après la capitulation, et le pays étant encore sous occupation américaine, le Japon débute son réarmement. Non sans une forte opposition des citoyens japonais, qui associent le militaire à la guerre, aux privations de liberté et au militarisme.

C'est le début de la guerre froide – et en particulier la guerre de Corée (1950-1953) – qui provoque le réarmement. La peur d'une invasion communiste du Japon est au plus haut. Mac Arthur ordonne la création d'une « force de police de réserve » de 75 000 hommes. La nouvelle organisation est formée et équipée par l'armée américaine, et revêt plus l'allure d'une unité militaire que d'une force de police. Pendant la deuxième moitié des années 1950, deux Premiers ministres japonais se font l'avocat de la refonte de la constitution japonaise, et d'une remilitarisation plus franche. Mais à la même époque, le terme « réarmement » a clairement pris une connotation négative auprès de la majeure partie de la population japonaise. De plus, la priorité politique va très nettement au développement économique. Pourtant, le Japon réarme.

La deuxième grande étape de l'histoire des JGSDF s'ouvre dans les années 1970. Elles deviennent alors une force moderne à haute technologie. La menace soviétique et les exercices réguliers avec les Américains sont les catalyseurs de cette transformation. Les JGSDF obtiennent des chars, des hélicoptères de combat, etc. En 1992, une nouvelle étape est franchie, avec l'autorisation de déploiement dans le cadre des missions de maintien de la paix de l'ONU. Les premières opérations de ce type permettent aux JGSDF de renforcer leur professionnalisme.

Mais c'est surtout la perception d'une Chine de plus en plus agressive qui provoque de nouvelles évolutions pour la défense japonaise. Après une dizaine d'années de diminution du budget de la défense, le renversement de cette tendance en 2013 est un symbole fort.

Aujourd'hui, l'armée japonaise est l'une des plus puissantes du monde. Toutefois, la fiction voulant que les forces d'auto-défense japonaises soient différentes des autres armées est maintenue. Cela passe notamment par une très forte participation, dès leur création, des JGSDF aux missions d'aide à la population. Le déploiement de 100 000 hommes lors de la catastrophe de Fukushima constitue d'ailleurs un modèle pour bon nombre d'armées dans le monde.

Avec ce livre très complet et détaillé, David Hunter-Chester nous offre certainement l'ouvrage de référence en anglais sur l'histoire des forces terrestres d'autodéfense japonaises. Une lecture indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à la défense du Japon.

Rémy Hémez

EUROPE

SORTIR DE LA GUERRE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE

Cécile Jouhanneau
Paris, Karthala, 2016, 384 pages

Voici le résultat d'un travail audacieux, d'une qualité et d'une ampleur qui méritent d'être soulignées. Il est né sous les meilleurs auspices : il s'agit

d'une version remaniée de la thèse de doctorat en science politique soutenue par l'auteur à l'Institut d'études politiques de Paris en 2013, sous la direction de Jacques Rupnik et Marie-Claire Lavabre. Travail ambitieux : il entend tester la validité – d'aucuns préciseraient la réfutabilité – des lectures des débats et des antagonismes politiques en Bosnie-Herzégovine selon des lignes de rupture strictement ethno-nationales. Les processus de stabilisation, de construction étatique et, à terme, d'intégration européenne ont un préalable impérieux : celui de la pacification du pays, dans toutes ses composantes et notamment nationales, y compris à l'échelle locale. Or, celle-ci est conditionnée par un travail de mémoire tel qu'il a dû s'opérer dans d'autres régions d'Europe et du monde.

Le travail de recherche de Jouhanneau s'est penché sur la politisation des discours de mémoire et sur l'effectivité de ces tentatives. Les lignes de fracture politique mises en scène entre Bosniaques, Croates et Serbes se retrouvent-elles en réalité dans la vie, la vision, la parole des citoyens bosniens ? Pour mesurer cela, l'auteur s'est intéressé à la figure du détenu de camp, qui constitue depuis l'éclatement de la guerre un point sensible, puisqu'il incarne la figure paroxystique et symbolique de la victime/héros de guerre. Or les définitions du détenu, du camp, de l'intention des belligérants sont sujettes à un débat encore très politisé aujourd'hui. Cécile Jouhanneau a choisi d'éprouver ces concepts et l'approche qui en est faite en allant sur le terrain (à Brcko, district au statut spécifique au sein de la Bosnie-Herzégovine, qui représente parfaitement le morcellement

du territoire selon des lignes ethno-nationales), pour y interviewer sur place d'anciens détenus de camps et des associations les représentant. Elle en a recueilli les témoignages qui l'ont aidée à observer une différence conséquente, non anodine, avec les discours que les leaders politiques (et certains chercheurs) veulent y plaquer.

À l'appui d'une observation scientifique, fondée sur une méthode rigoureuse qui assoit la valeur de ce travail et de ses conclusions, l'ouvrage met en exergue des schémas qui s'avèrent grossis ou biaisés par rapport à la vision qu'en ont les victimes elles-mêmes et les citoyens de façon générale. Il ne se limite pas à souligner la résistance des récits et de la mémoire des victimes de la guerre en Bosnie-Herzégovine. Il met aussi en lumière, au quotidien, sur le terrain, un évitement des sujets porteurs de conflit ou de désaccord. Ce que l'auteur appelle « civilité » constitue un levier indirect de la pacification du pays, et peut-être une clé pour sa stabilisation et la transition, qui semble tarder à se traduire dans le discours politique, vers le parachèvement d'une construction nationale.

Par son approche spécifique, et l'apport de ses conclusions, le travail de Jouhanneau permet de dépasser la rhétorique et les postures des dirigeants politiques, et offre un aperçu éprouvé de la réalité sur le terrain 20 ans après les accords de Dayton, dans un territoire qui expose clairement les limites de ces derniers. En cela, cet ouvrage comptera certainement comme une référence dans le monde francophone de la recherche sur la région des Balkans occidentaux.

Thibault Bouterin

MOYEN-ORIENT/MONDE ARABE ET MUSULMAN

LA TURQUIE. L'INVENTION D'UNE DIPLOMATIE ÉMERGENTE

Jana J. Jabbour
Paris, CNRS Éditions, 2017,
344 pages

Alors que la Turquie traverse une série de crises intérieures qui mettent en danger son caractère démocratique, et que sa diplomatie n'en finit pas de surprendre, cet ouvrage apporte un éclairage original sur une politique étrangère parfois déroutante. C'est sous l'angle de l'émergence que Jana Jabbour choisit d'aborder ce thème : il s'agit pour elle de démontrer comment l'activisme diplomatique turc est en réalité symptomatique d'une « diplomatie émergente ».

Dès les premiers chapitres, ce concept est explicité : puissance moyenne aspirant à une plus grande place dans les relations internationales contemporaines, la Turquie poursuit cet objectif par un activisme tous azimuts, tâchant en particulier de se ménager une sphère d'influence dans son environnement régional, au Moyen-Orient. De manière assez classique, l'ouvrage est divisé en trois grandes parties présentant respectivement la genèse de cette doctrine diplomatique originale, les outils sur lesquels elle peut s'appuyer, et les limites qu'elle rencontre. Ce dernier thème, en particulier, permet de comprendre comment une doctrine qui paraissait si ambitieuse s'est montrée incapable de répondre aux défis posés par les révolutions arabes et la guerre civile syrienne.

L'ouvrage de Jana Jabbour tombe à point nommé pour faire une synthèse de la politique étrangère mise en œuvre par Ankara depuis le début des années 2000. Il permet d'éclairer les ressorts et les objectifs de cette « diplomatie émergente » et, par là même, de questionner plus généralement la notion d'émergence dans les relations internationales. En ce sens, cet ouvrage n'intéressera pas seulement les spécialistes de la Turquie, ou les néophytes désireux de mieux comprendre sa politique étrangère, mais également ceux qui travaillent sur d'autres puissances émergentes. L'ouvrage est d'ailleurs émaillé de comparaisons avec des pays comme l'Inde, la Chine ou le Brésil, qui permettent de comprendre les stratégies mises en place par ces puissances moyennes, tout en soulignant la spécificité turque. En effet, et de l'aveu même de l'auteur, la diplomatie mise en œuvre par Ankara se distingue, parmi les puissances émergentes, par son ancrage dans une région très instable, mais aussi et surtout par son refus d'une opposition frontale aux pays occidentaux.

Dans certains chapitres, Jana Jabbour approfondit des thèmes plus spécifiques, qui ouvrent de nouvelles interrogations sur la politique intérieure et extérieure turque. On s'intéressera notamment à la question des *think tanks* turcs ; l'auteur explique comment ces derniers, plutôt que de produire un travail d'analyse objective, ont joué le rôle de courroie de transmission du gouvernement turc, se chargeant tout à la fois de légitimer « scientifique-ment » ses orientations diplomatiques nouvelles, et de rétablir des liens avec les sociétés civiles moyen-orientales. Plus généralement, l'auteur aborde la question des organismes non étatiques (ONG, minorités ethniques, groupes d'influence) utilisés par la diplomatie

turque. Elle rappelle notamment le rôle joué dans cette dernière par la puissante confrérie de Fethullah Gülen, aujourd'hui accusée par le président Recep Tayyip Erdogan d'avoir fomenté le coup d'État manqué de juillet 2016, mais qui a largement facilité dans les années 2000 la politique publique turque vis-à-vis du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Asie centrale.

Aurélien DenizEAU

AMÉRIQUES

CANADA/ÉTATS-UNIS : LES ENJEUX D'UNE FRONTIÈRE

Pierre-Alexandre Beylier
Rennes, Presses universitaires
de Rennes, 2016, 368 pages

Pierre-Alexandre Beylier a refondu sa thèse, et organisé ce texte en trois sections et dix chapitres qui se lisent bien et forment une étude fine des politiques frontalières qui rassemblent, et divisent, le Canada et les États-Unis.

La première partie du livre s'ouvre sur une histoire de la transformation du 49^e parallèle en frontière fonctionnelle. Le deuxième chapitre évalue les idées fondatrices de cette frontière pacifique qui, depuis 1840, est surtout une limite administrative ; c'est la démarcation non militarisée la plus longue au monde. Au cours de la première partie du xx^e siècle, dont traite dans le troisième chapitre, Beylier souligne la transformation d'une frontière fonctionnelle, comprise de manière étroite du point de vue politique. La dépression économique des années 1930 et la guerre froide (années 1960),

contribuent à sa transformation en un « bloc nord-américain » qui organise les politiques de défense sur l'ensemble du continent. Le quatrième chapitre examine les idées qui, grâce à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA, 1994), soutiennent les transformations économiques de ce continent sans conflit.

La deuxième partie du livre expose la transformation fondamentale qui affecte cette région pacifique et économiquement intégrée à partir du 11 septembre 2001. Un premier chapitre sur le terrorisme et la sécurité est suivi d'une analyse précise des politiques de « frontières intelligentes », et de leurs implications pour les futures politiques sécuritaires et économiques. Le troisième chapitre résume les succès et échecs, et les implications géopolitiques de ces nouveaux accords, qui affectent négativement des idéaux sécuritaires et libre-échangistes maintenant centenaires.

Dans la troisième partie du livre, trois chapitres examinent les coûts réels des politiques de « frontiérisation ». Le premier examine les baisses des flux marchands et l'augmentation des coûts sécuritaires pour les personnes, les gouvernements, et les entreprises. La frontière est « plus épaisse », elle érode l'ALENA et même la confiance qui lie les deux nations. Cela bénéficie à certains segments spécifiques de l'économie et de la politique aux États-Unis : les vues isolationnistes et nativistes progressent. Le deuxième chapitre détaille les différences entre les constructions médiatiques et idéationnelles, et la réalité. Certaines perceptions deviennent des réalités : le Canada est l'hôte d'organisations terroristes et ses politiques sécuritaires sont laxistes. Pour Beylier, cette situation reflète l'ajustement malheureux des États-Unis à ce nouvel

environnement où de nombreuses menaces émanent de cellules terroristes locales qui n'ont pas leurs sièges au Canada. Ces changements de perceptions mènent à des difficultés accrues entre les États-Unis et le Canada. Le sentiment d'amitié centenaire facile et banale est un désavantage, en particulier pour les États-Unis qui en ignorent la complexité. Ces sentiments affectent les politiques frontalières, sécuritaires

et économiques après plus d'un siècle de succès.

Un petit regret, néanmoins : qu'un ouvrage de cette qualité n'ait pas référencé plus de littérature canadienne sur ces sujets ; mais il s'agit d'un livre important pour les spécialistes et leurs étudiants francophones.

Emmanuel Brunet-Jailly

politique étrangère



Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



TARIFS 2017

► S'abonner à la revue

| | | France TTC | Étranger HT* |
|---------------------|--------------------|------------|--------------|
| Particuliers | papier + numérique | ■ 80,00 € | ■ 100,00 € |
| | e-only | ■ 65,00 € | ■ 80,00 € |
| Institutions | papier + numérique | ■ 175,00 € | ■ 195,00 € |
| | e-only | ■ 130,00 € | ■ 150,00 € |
| Étudiants** | papier + numérique | ■ 70,00 € | ■ 75,00 € |
| | e-only | ■ 50,00 € | ■ 55,00 € |

* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue

| | Tarif | Numéro (format X-20XX) | Quantité |
|---|-----------|------------------------|----------|
| Numéro récent (à partir de 2014) | ■ 23,00 € | | |
| Numéro antérieur à 2014 | ■ 20,00 € | | |
| TOTAL DE MA COMMANDE | | | € |

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 60 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : |_|_|_|_| Ville : Pays :

Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/__

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 065 095

Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement disponibles à cette adresse : <http://www.revues.armand-colin.com/cga>
Les informations collectées nous permettront de mieux servir votre commande et de vous informer sur nos produits et services. Conformément à la loi du 6 août 2004 (N° 2004-801) modifiant la loi française « Informatique et Libertés » de 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, vous pouvez nous adresser un courrier à Dunod Éditeur - Service Ventes Directes - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, ou par mail à infos@dunod.com

